

## SUR LE FASCISME ET SA VARIANTE FRANÇAISE

**Zeev Sternhell**

**Gallimard | *Le Débat***

**1984/5 - n° 32**  
**pages 28 à 51**

**ISSN 0246-2346**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-le-debat-1984-5-page-28.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Sternhell Zeev, « Sur le fascisme et sa variante française »,  
*Le Débat*, 1984/5 n° 32, p. 28-51. DOI : 10.3917/deba.032.0028  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Zeev Sternhell

# Sur le fascisme et sa variante française

Le débat sur le fascisme est loin d'être terminé. Ne serait-ce que pour la simple raison que chaque génération renouvelle la vision de l'Histoire que lui lègue la génération précédente. La perspective change et avec elle l'appréciation du passé. D'autre part, en France, comme ailleurs en Europe, ce débat éveille encore des passions que ne nourrit pas toujours la seule soif de la connaissance scientifique. Sur le continent européen, et contrairement au monde anglo-saxon, le fascisme constitue une histoire vécue, une expérience concrète qui touche très profondément les sensibilités nationales. L'enjeu semble parfois trop important pour laisser prévaloir les considérations purement professionnelles. Souvent il semble que le temps d'une analyse sereine n'est pas encore venu.

En effet, concevoir le fascisme en termes de phénomène de civilisation, regarder l'idéologie fasciste comme une idéologie européenne qui prend racine et se développe non seulement en Italie, ou sous une forme particulièrement exacerbée et extrême en Allemagne, mais aussi ailleurs, conduit à des rapprochements et à des comparaisons qui, pour beaucoup, restent encore difficilement acceptables. Certains considèrent même une telle démarche comme injurieuse pour leur pays et ne manquent pas d'en faire état. Il est assurément plus commode de circonscrire le fascisme à sa variante italienne, de n'en faire qu'un simple accident local, voire une aberration. Plus pratique encore est de n'y voir qu'une affaire de quelques opportunistes, simples chefs de bandes, particulièrement doués pour saisir une occasion exceptionnelle.

En revanche, accorder au fascisme une dimension théorique, lui reconnaître un corps de doctrine non moins solide ou logiquement défendable que celui qui soutient tout autre mouvement politique, reconnaître qu'il s'agit là d'un système de pensée et d'une option politique comme les autres, exige une révision douloureuse de toute une série de raisonnements. Par ailleurs, une telle démarche oblige à se rendre à une autre évidence qui fait mal : l'œuvre écrite de certains hommes éminemment respectables, examinée en vertu d'un certain nombre de critères de base, présente beaucoup de signes, parfois tous les signes, d'une pensée fasciste. Depuis les années trente, ces hommes ont fait une seconde carrière qu'aujourd'hui on voudrait voir servir de caution à leurs idées et activités politiques d'alors. Ainsi, on voudrait faire témoigner l'*après* en faveur de l'*avant*, l'*après-guerre* en faveur de l'*avant-guerre*. Ce qui permettrait d'éviter une remise en cause des idées professées par une partie importante de la génération de l'entre-

Zeev Sternhell est l'auteur de *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, Paris, Éd. du Seuil, 1978, et de *Ni Droite ni Gauche, L'idéologie fasciste en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1983.

Cet article est paru en novembre 1984 dans le n° 32 du *Débat* (pp. 28-51).

deux-guerres. Or, précisément, une analyse serrée de ces idées met au jour la profondeur de la tentation fasciste, la fascination qu'exerce le fascisme sur des secteurs importants et souvent inattendus de l'opinion publique et de la production intellectuelle.

Les difficultés conceptuelles qui entourent la notion de fascisme sont immenses. Mais en réalité, il en est exactement de même en ce qui concerne toute autre idéologie politique. Les concepts sont toujours trop larges pour les mots qui sont censés les couvrir, et il n'existe pas un seul type de réalité historique qui soit conforme à un modèle, ou à un type idéal, dans le sens weberien du terme, de démocratie, de socialisme, de libéralisme ou de communisme. Il n'y a jamais eu d'État fasciste « idéal », ni de mouvement fasciste « idéal », de même que jamais n'a existé ni un pouvoir socialiste, ni un parti ou mouvement socialistes qui répondent à tous les critères du « type idéal ». D'autre part, tout comme l'on peut mettre en avant un nombre pratiquement illimité de définitions du fascisme, on peut en faire autant pour le socialisme. D'autant plus que par rapport au socialisme – et au communisme – le fascisme souffre d'une faiblesse fondamentale : il ne possède pas de source unique, comparable au marxisme. Si communisme et socialisme présentent des variantes régionales très diverses, et souvent antagonistes, c'est toujours à l'intérieur de la matrice marxiste que ces variantes se situent. Une telle matrice n'existe pas dans le cas du fascisme et c'est au chercheur qu'il revient de dégager le dénominateur commun.

Ce dénominateur commun émerge de la réalité historique du demi-siècle qui précède la Seconde Guerre mondiale, et il représente le noyau dur de l'idéologie fasciste : synthèse de nationalisme organique et de socialisme antimarxiste, velléité révolutionnaire fondée sur le refus à la fois du libéralisme, de la démocratie et du marxisme. En ce qu'elle a d'essentiel, l'idéologie fasciste constitue un refus du « matérialisme » – le libéralisme, la démocratie et le marxisme ne représentent que différents aspects du même mal « matérialiste » – et elle se veut génératrice d'une révolution spirituelle totale. L'activisme fasciste, coiffé d'élitisme, préconise un pouvoir politique fort, libre des entraves de la démocratie : émanation de la nation, l'État représente la société dans toutes ses classes rassemblées. Le planisme, le dirigisme économique, le corporatisme constituent des éléments majeurs de la pensée fasciste, en ce qu'ils traduisent, en termes concrets, la victoire du politique sur l'économique et remettent tous les leviers de commande de l'économie et de la société entre les mains de l'État.

Idéologie de rupture par excellence, le fascisme signifie le refus d'une certaine culture politique associée à l'héritage du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la Révolution française, et il entend jeter les bases d'une nouvelle civilisation. Une civilisation communautaire, anti-individualiste, seule capable d'assurer la pérennité d'une collectivité humaine où seraient parfaitement intégrées toutes les couches et toutes les classes de la société. Le cadre naturel de cette collectivité harmonieuse, organique, est la Nation. Une nation jouissant d'une unité morale que le libéralisme et le marxisme, tous deux facteurs de dissociation et de guerre, ne sauraient jamais lui assurer.

À la formulation de l'idéologie fasciste contribuent des hommes venus d'horizons divers et ayant eu des itinéraires intellectuels mouvementés. Chacun apporte la part qui lui est propre, chacun met l'accent sur un aspect particulier du refus qu'il oppose aux systèmes en place, mais tous sont unis dans le même refus de ce qui fait, à leurs yeux, l'essence de ces systèmes : le « matérialisme », matérialisme libéral et bourgeois, matérialisme marxiste et prolétarien. C'est bien ce combat contre le « matérialisme » qui unit Sorel, Arturo Labriola, Michels et de Man, Berth, D'Annunzio, Olivetti, Barrès et Corradini, Mussolini, Gentile et Oswald Mosley, Degrelle, José Antonio et Codreanu mais aussi Drieu, Déat, Brasillach, Rebattet, Jouvenel, Thierry Maulnier et tant d'autres.

Certes, ces hommes diffèrent sur de nombreux sujets et ils ont professé à des époques différentes des idées différentes. Aucun n'a formulé lui-même tout le fascisme et l'œuvre d'aucun d'entre eux ne représente en elle-même le modèle idéal de l'idéologie fasciste. Mais il en est de même pour tous les socialistes après Marx, pour tous les libéraux après Hobbes et Locke. Les différences entre eux ne sont pas plus importantes – en réalité elles sont moindres – que celles qui séparent J. S. Mill de Spencer, Tocqueville de T. H. Green, Bosanquet et Hobhouse, Proudhon de Lassalle, Kautsky de Jaurès et de Bernstein, ou les Webb de Léon Blum. Et pourtant les uns appartiennent semblablement à l'école libérale, les autres semblablement à l'école socialiste : le dénominateur commun aux uns et aux autres est suffisamment large pour que leurs noms se retrouvent dans tout ouvrage consacré au libéralisme ou au socialisme.

Comme le libéralisme, le socialisme et le communisme, le fascisme constitue une catégorie universelle qui possède ses variantes. D'autant plus que l'« époque du fascisme » est avant tout celle d'une idéologie et des mouvements qui lui sont associés plus que l'époque d'un certain type de régimes. Il n'y a eu de fascisme au pouvoir qu'en Italie, et, pendant une période très courte, en Roumanie. Le fait que le fascisme n'a jamais conquis le pouvoir en France ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu en France de fascisme. L'échec des communistes français démontre-t-il l'inexistence du communisme en France ? N'y avait-il pas de socialisme français avant 1936 ou avant 1981 ? Un argument de ce genre, employé de plus en plus par divers vulgarisateurs, ne mérite même pas qu'on s'y arrête.

Plus importante est la question des frontières du « minimum fasciste » ainsi que celle du poids historique de l'idéologie fasciste en France. Que se passe-t-il lorsqu'on vient appliquer l'outil forgé à l'épreuve d'une étude comparative du fascisme à un cas particulier, celui de la France ? S'agit-il d'un phénomène marginal sans véritable influence sur le climat intellectuel du pays ? Ou au contraire n'a-t-on pas ici affaire à un système de pensée et à un tempérament politique dont tout le poids ne se fera réellement sentir qu'après la grande débâcle de 1940 ? Est-il raisonnable de suggérer que la France démocratique et libérale, la France jacobine, n'est pas seulement la terre nourricière de l'idéologie de 1789 mais aussi de son antithèse ?

### Le concept de fascisme.

---

Afin de pouvoir répondre à ces questions, il importe de reprendre, d'une manière plus détaillée, notre définition du fascisme. Cette définition est une définition large, à beaucoup d'égards plus large encore que celle d'Ernst Nolte. Elle diffère de la définition de Nolte en ce qu'elle met l'accent sur le refus du « matérialisme », alors que l'étude magistrale de l'historien de Berlin insiste sur le caractère du fascisme en tant que « résistance à la transcendance »<sup>1</sup>.

1. E. Nolte, *Three Faces of Fascism. Action française, Italian Fascism, National Socialism*, New York, Holt, Reinhart and Wiston, 1966, p. 429. Cf. aussi Z. Sternhell, « Fascist Ideology », in Walter Laqueur (éd.), *Fascism : A Reader's Guide : Analyses, Interpretations, Bibliography*, Berkeley, University of California Press, 1976, pp. 315-378. Il existe beaucoup d'autres définitions et on en trouvera difficilement deux qui concordent : il ne saurait donc être question d'en discuter ici. L'ouvrage collectif édité par Walter Laqueur, cité plus haut, constitue aussi une analyse de la Bibliographie mise à jour jusqu'à 1975. Plus récemment on consultera S. G. Payne, *Fascism. Comparison and Definition*, Madison, University of Wisconsin Press, 1980 ; E. Weber, « Fascism(s) and Some Harbingers », *Journal of Modern History*, vol. 54, n° 4 (1982), pp. 746-765 ; et G. Elley, « What Produces Fascism : Preindustrial Traditions or a Crisis of a Capitalist State », *Politics and Society*, vol. 12, n° 2 (1983), pp. 53-82. Pour les interprétations, cf. R. de Felice, *Le interpretazioni del fascismo*, Bari, Laterza, 1970 ; A. James Gregor, *Interpretations of Fascism*, Morristown, General Learning Corporation, 1974 ; Henry A. Turner, Jr., *Reappraisals of Fascism*, New York, New Viewpoints, 1975.

En tant que phénomène historique, le fascisme apparaît à trois niveaux : il est une idéologie, il est un mouvement et il est un régime. Il est incontestable que, du point de vue de l'histoire des idées, la Grande Guerre ne présente pas ce caractère de césure qu'on lui reconnaît dans tant d'autres domaines. Le fascisme n'appartient pas seulement à l'entre-deux-guerres mais bien à cette tranche d'histoire qui commence avec la modernisation du continent européen à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La révolution intellectuelle du tournant du siècle, l'entrée des masses dans la politique produisent le fascisme en tant que système de pensée, en tant que sensibilité, en tant qu'attitude devant les problèmes essentiels de civilisation. La Grande Guerre, la crise économique produisent les conditions sociologiques et psychologiques nécessaires à la structuration des mouvements fascistes, mais elles ne produisent pas l'idéologie fasciste. En tant que système de pensée, le fascisme n'a pas été « inventé » sur la place du Saint-Sépulcre, mais bien dans le grand laboratoire idéologique de la Belle Époque. Pas plus que le communisme n'est né dans le train qui emportait Lénine vers la frontière finlandaise.

Un tel cadre conceptuel ne peut pas ne pas provoquer des résistances : ainsi perçu, le fascisme cesse d'être une affaire de gros bras et de forts en gueule. Certains me reprocheront de banaliser le fascisme, d'en faire un système de pensée comme les autres, une idéologie que l'on risque de retrouver un peu partout, même en France. D'autres se refuseront à l'idée d'accepter une définition qui englobe des hommes morts avant que Mussolini ne consolide son pouvoir. D'autres encore se révolteront devant un concept qui touche des courants de pensée ayant toujours eu horreur de la répression fasciste. Pour ceux-là il conviendrait de limiter le fascisme à quelques miliciens, à un petit nombre de soldats perdus conduits par des démagogues particulièrement doués. La réalité est malheureusement autre, et la mentalité, la sensibilité, les réflexes intellectuels du fascisme font partie intégrante de notre culture politique.

Si l'idéologie fasciste mûrit avant la Première Guerre mondiale, en tant que mouvement et en tant que régime, le fascisme constitue l'un des grands produits de la situation révolutionnaire de l'après-guerre. Il est probable qu'un grand mouvement fasciste ne se serait pas structuré, et n'aurait pas pris le pouvoir sans une crise révolutionnaire. On peut en dire autant du communisme. Des mouvements qui constituent une rupture aussi profonde ne sauraient jamais parvenir au pouvoir dans une situation de paix, de stabilité et de croissance. Les révoltés, remarque finement Bertrand de Jouvenel en parlant de son héros, Ernst von Salomon, « reviennent lorsque renaît la détresse. Ils sont les oiseaux des tempêtes »<sup>2</sup>. Assurément, une révolution ne se fait pas dans un climat de prospérité, de bonheur et de victoire. Ni la révolution soviétique, ni la révolution fasciste, ni la révolution nazie, pas plus que la révolution nationale de 1940 ne se sont faites autrement qu'à l'issue d'un grand cataclysme.

En revanche, sur le plan des idées, c'est bien la révolte contre le « matérialisme » qui, dès le début du siècle, permet la convergence du nationalisme antilibéral et antibourgeois et de cette variante du socialisme qui, tout en rejetant le marxisme, reste révolutionnaire. Ce socialisme est lui aussi, par définition, antilibéral et antibourgeois, et son opposition au matérialisme historique en fait l'allié naturel du nationalisme radical. Cette synthèse symbolise le refus d'un certain type de civilisation dont le libéralisme et le marxisme ne représentent que deux aspects. Elle émane d'un reniement total du XVIII<sup>e</sup> siècle dont le libéralisme et le marxisme sont les héritiers, elle est fondée sur une vision tout autre des rapports entre l'homme et la nature, entre l'homme et la société. Mais avant tout, cette synthèse est fondée

2. B. de Jouvenel, *Après la défaite*, Paris, Plon, 1941, p. 41.

sur une explication antimécaniste de la nature humaine et sur une conception nouvelle des motivations individuelles.

Assurément, tout « antimatérialisme » n'est pas fascisme, mais le fascisme constitue une variété d'« antimatérialisme » et canalise tous les courants essentiels de l'« antimatérialisme » du xx<sup>e</sup> siècle. En ce sens le fascisme constitue un mouvement révolutionnaire authentique : sa volonté de rupture avec l'ordre établi est absolue et il fournit une solution de rechange totale aussi bien sur le plan politique que sur celui de l'éthique et de l'esthétique. Le spiritualisme et l'idéalisme que préconise le fascisme fournissent les moyens d'une révolution totale, la seule qui puisse ne pas porter les caractéristiques de la lutte des classes. Cette révolution de l'esprit, de la volonté, des instincts forme un tout : elle entend créer un type d'homme nouveau lié, par des liens charnels, à une nouvelle société. La société ne sera plus un champ de bataille où s'affrontent individus ou groupes sociaux mais une collectivité humaine harmonieuse, organique, dont le cadre naturel est la nation. Une nation épurée, revitalisée, où l'individu ne compte que comme cellule de l'organisme collectif ; une nation jouissant d'une unité morale que le libéralisme et le marxisme, tous deux facteurs de dissociation et de guerre, ne sauraient jamais lui assurer. L'émanation de cette unité est l'État, et sa puissance repose sur l'unanimité spirituelle de la masse. Mais l'État est en même temps le gardien de cette unité, qu'il développe en utilisant tout moyen susceptible de la confirmer : parti, propagande, éducation.

Tout comme il se considère porteur d'une révolution politique, le fascisme se veut donc le levier d'une révolution morale, d'une transformation profonde des esprits et des âmes. Ce n'est pas seulement le sort de la nation qui est important, mais également celui de la civilisation, et le problème de la décadence est l'une des préoccupations profondes du fascisme. C'est la raison pour laquelle il faut créer un homme nouveau, porteur de ces classiques vertus antibourgeoises que sont l'héroïsme, l'énergie en éveil permanent, le sens du devoir et du sacrifice, et l'acceptation de l'idée de la primauté de la collectivité sur les individus qui la composent. L'unité morale d'une collectivité organique exige la création d'un nouveau cadre physique, de nouvelles formes d'organisation sociale et d'expression culturelle. Mais la toute première des qualités fascistes est la foi en la puissance de la volonté, en un vouloir capable de façonner le monde de la matière et de briser ses résistances.

La révision du marxisme constitue un aspect fondamental de la formation de la pensée fasciste. Dans l'Europe de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, conçue indépendamment de cette révolte d'origine socialiste contre le « matérialisme », l'idéologie fasciste est difficilement intelligible. Les soréliens de France et d'Italie jettent les bases de cette forme de révisionnisme qui affirme l'échec du déterminisme marxiste et amorce un processus de dépassement du marxisme, fondé sur le refus du côté matérialiste et déterministe du système. Au lendemain de la Grande Guerre, les dissidents de la nouvelle génération socialiste s'engagent dans cette même voie : c'est ainsi que de Sorel, Michels, Largardelle et Arturo Labriola à Henri de Man et à Marcel Déat, cette variante du socialisme se métamorphose profondément. En effet, ce révisionnisme idéaliste devient comme un effort de régénération morale de la société dans son ensemble et de sauvetage de la civilisation, beaucoup plus qu'un mouvement de libération de la classe ouvrière.

Dans ce contexte, la question n'est pas de savoir si Sorel apprécie beaucoup les débuts de Mussolini, ou s'il aime ses méthodes, ou encore s'il fait, en août 1914, de la surenchère nationaliste. Sorel s'en abstient soigneusement : il déteste trop la démocratie bourgeoise pour se porter à son secours, le moraliste qu'il est a trop horreur de l'hypocrisie qui entoure la mobilisation patriotique des deux côtés du Rhin pour lui prêter main-forte. Sorel n'est pas un homme politique : il ne comprend pas, comme

Lénine et comme Mussolini, l'aubaine que peut représenter cette guerre. Voilà pourquoi la seule question qui compte véritablement est de savoir si la synthèse idéologique mise en marche par les syndicalistes révolutionnaires d'Italie eût été possible sans la révision du marxisme amorcée par le « solitaire de Boulogne ».

Car le renouveau spiritualiste et éthique du marxisme en ce début du siècle constitue bien le tournant décisif. En permettant de concevoir le socialisme indépendamment de la classe ouvrière, il rend possible un socialisme sans prolétariat. Chez les syndicalistes révolutionnaires, chez les contestataires de l'entre-deux-guerres, le socialisme semble être de nature plus pédagogique qu'économique et donc logiquement indifférent à l'antagonisme des classes. Il en résulte que la relation entre socialisme et prolétariat n'est pas essentielle.

Cet élément est tout à fait capital. Car si désormais les rapports entre le socialisme et le prolétariat sont conçus comme une chose empirique qui résulte seulement d'une certaine situation historique, ces rapports peuvent aisément apparaître comme accidentels. Si ni le socialisme ni la révolution n'appartiennent nécessairement à une structure sociale donnée, s'il existe un socialisme de toujours et une révolution pour tous les hommes, la conclusion s'impose : dès le moment où, comme jadis les syndicalistes révolutionnaires, la génération de l'entre-deux-guerres perd la foi dans les vertus révolutionnaires du prolétariat, elle se tourne vers la seule force historique encore susceptible de servir d'agent de régénération morale et de transformation sociale : la nation. La transition logique du syndicalisme révolutionnaire au socialisme national s'opère ainsi de façon naturelle : le prolétariat se trouve intégré à l'ensemble de la communauté et participe d'une force révolutionnaire nationale. Il ne reste alors plus grand-chose de marxiste chez ces hommes venus de la gauche et de l'extrême gauche, adeptes d'une révision éthique et spirituelle du marxisme, mais l'horreur de la vie bourgeoise et la haine d'un monde basement matérialiste persistent à jamais.

C'est ainsi que le refus à la fois du marxisme et de la démocratie conduit les socialistes éthiques à la rencontre des néo-nationalistes dans leur combat commun contre le « matérialisme ». Les syndicalistes révolutionnaires en Italie sont les premiers à mettre ces idées en pratique : ils se jettent dans la guerre avec ardeur, non par ferveur patriotique, comme on le pense souvent, mais parce qu'ils voient en elle une machine révolutionnaire. La nation devient l'agent privilégié de la révolution spirituelle et le syndicalisme révolutionnaire italien la colonne vertébrale de l'idéologie fasciste.

Il convient d'insister ici sur le fait que le véritable partage des eaux au sein du socialisme européen prend place au tournant du siècle. Dès le moment où il devient clair que le prolétariat ne constitue pas un facteur révolutionnaire, deux possibilités restent ouvertes : abandonner l'idée de révolution ou faire une révolution sans prolétariat. Les socialistes qui acceptent les règles du jeu en vigueur en démocratie libérale jettent les bases de la social-démocratie. En revanche, les socialistes qui persistent dans leurs velléités révolutionnaires s'engagent dans deux directions différentes. La première voie conduit vers le léninisme, vers une révolution pour le prolétariat et au nom du prolétariat mais sans que la participation active de la classe ouvrière dans son ensemble constitue une condition *sine qua non* de la révolution. La seconde possibilité est celle d'une révolution faite non plus ni pour la seule classe ouvrière ni au nom de la seule classe ouvrière, mais au nom et pour la société dans toutes ses classes rassemblées. Le socialisme commence ainsi, dès le début du siècle, à s'élargir pour devenir un socialisme pour tous, un socialisme pour la collectivité dans son ensemble, un socialisme qui lance à l'assaut du capitalisme non pas une seule classe sociale, mais la collectivité tout entière. Dans les deux cas la révolution sera le fait d'une

élite, d'une minorité consciente, mais le second type de révolution sera déjà celui d'une révolution nationale, d'une révolution psychologique et morale. Ce nouveau type de révolution devient possible au moment où la méthode psychologique remplace le matérialisme historique : c'est en cela que consiste la véritable contribution de Sorel et d'Henri de Man à la formation de l'idéologie fasciste.

Ainsi se fait la synthèse naturelle entre ce socialisme nouveau et le jeune nationalisme, un nationalisme radical, qui se dresse lui aussi contre le vieux monde des conservateurs, contre les aristocrates et les bourgeois, contre les injustices sociales, et qui considère que la nation ne sera entière que lorsqu'elle aura intégré en son corps le prolétariat. Un socialisme pour toute la collectivité et un nationalisme qui, coupé du conservatisme, par définition, se veut messager de l'unité et de l'unanimité, en viennent ainsi à former, ensemble, une machine de guerre sans précédent contre le libéralisme et le marxisme. Le corporatisme et l'État fort, ayant bien en main tous les leviers de commande de l'économie, libéré une fois pour toutes des entraves du suffrage universel, du parlementarisme, des comités et des partis, constituent les moyens de cet assaut contre la citadelle capitaliste, contre la société morcelée en classes antagonistes, contre la décadence de la nation, contre le dépérissement de toute une civilisation.

C'est là un élément décisif pour comprendre le concept de fascisme. En effet, le fascisme n'est pas une simple forme de nationalisme exacerbé, et il n'y est pas question d'un retour à un tribalisme primaire. Il possède un solide cadre conceptuel et entend fournir des réponses à des questions qui dépassent de loin celles qui se posent dans une conjoncture bien déterminée. Il constitue un système d'idées organisé pour diriger l'action politique, pour commander des choix concrets et pour façonner le monde.

#### Une dimension du fascisme : le planisme.

---

Ainsi perçue, l'idéologie fasciste apparaît clairement comme un phénomène européen. Antithèse des principes de 1789, son développement est plus précoce dans le pays où règne le système libéral le plus avancé du continent, où l'héritage des Lumières et de la Révolution française se trouve concrètement traduit dans la vie de la nation. C'est ainsi que la France jacobine et laïque, la France du suffrage universel, de la démocratie parlementaire et de l'instruction obligatoire se trouve être aussi la France du premier socialisme national, de la première synthèse de nationalisme organique et de socialisme antimarxiste, des premiers mouvements de masse urbains à caractère antibourgeois, antilibéral et antimarxiste. Le plus souvent cet ensemble idéologique comporte un violent antisémitisme : avec le boulangisme et l'Affaire, la France entre dans l'ère de la politique des masses. La droite nouvelle, la droite de rupture, y semble alors plus puissante et plus proche du succès qu'en Allemagne, en Autriche ou en Italie : à la veille de la Grande Guerre la synthèse fasciste arrive à maturité.

Écrivant un quart de siècle plus tard, pour chanter la gloire d'Hitler et de Mussolini, Bertrand de Jouvenel n'a pas tort de remarquer : « Les historiens de l'avenir se demanderont si la France n'eût pas été, sans l'explosion d'août 1914, le premier pays à faire une révolution nationale<sup>3</sup>. » Les hommes qui professent dans ce pays, à un moment quelconque, des idées fascistes, n'ont jamais douté de leurs origines nationales. Les fascistes des années vingt (un Valois, un Philippe Barrès), les fascistes des années trente (un

3. B. de Jouvenel, *Le Réveil de l'Europe*, Paris, Gallimard, 1938, p. 148.

Drieu, un Doriot) ne s'y trompent pas : le fascisme, pour eux, ne constitue pas un produit importé d'outre-mer, ni une vague imitation du mouvement italien<sup>4</sup>.

Appliqué à la France des années trente notre modèle d'idéologie fasciste conduit à une conclusion catégorique. Si José Antonio Primo de Rivera et la Phalange espagnole sont fascistes, Thierry Maulnier, la Jeune Droite et l'équipe de *Combat*, avec Jean de Fabrègues et Maurice Blanchot, véhiculent aussi une idéologie fasciste. À beaucoup d'égards, les écrits du leader du fascisme espagnol présentent un caractère plus ouvert, plus humaniste que ceux du futur académicien français. Si le keynésien Oswald Mosley, le fondateur de la British Union of Fascists, un des planistes les plus intelligents et un des hommes les plus brillants de sa génération, est fasciste, Jouvenel, Déat et le Belge de Man, dont est nourrie la gauche contestataire française, développent, tout au long des années trente, une pensée politique qui ne l'est pas moins. Si Degrelle est fasciste, si Codreanu est fasciste, force est d'admettre que parmi leurs admirateurs, parmi les hommes qui se déclarent solidaires de leur combat, on retrouve non seulement un Drieu ou un Brasillach s'appuyant sur toute une pléiade d'écrivains et de journalistes réunis autour de *Je suis partout*, de *Gringoire*, ou de *L'Ami du peuple* mais aussi tous ces littérateurs qui gravitent dans la salle de rédaction de *La Revue universelle*. Sont-ils nombreux ceux qui ont fait beaucoup plus qu'Henri Massis pour glorifier Mussolini et son régime ? Tous ces hommes participent précisément de ce qui constitue le « dénominateur commun fasciste » : le refus de l'individualisme, du capitalisme, du libéralisme, du déterminisme marxiste et de sa variante sociale-démocrate, du « désordre » démocratique et de la médiocrité bourgeoise. Ils ont tous en commun une conception de l'individu comme un animal social, partie intégrante d'un tout organique.

« À la racine du "Moi" se trouve "nous" », dit Gentile<sup>5</sup>, reprenant, sans doute sans même le savoir, la vieille formule de Barrès que l'auteur des *Déracinés* puise d'ailleurs chez Jules Soury : « L'intelligence, quelle petite chose à la surface de nous-mêmes ! Certains Allemands ne disent pas *je pense* mais *il pense en moi*<sup>6</sup> » Tous s'accordent avec Mussolini, Gentile ou José Antonio pour voir dans le fascisme tout d'abord une révolte contre le « positivisme matérialiste du XIX<sup>e</sup> siècle »<sup>7</sup> Les mêmes thèmes se retrouvent pratiquement mot à mot depuis Edouard Berth, en 1912, qui flétrit l'« ignoble positivisme » de la société libérale<sup>8</sup> jusqu'à Jouvenel, qui déplore le « triomphe du matérialisme »<sup>9</sup> Pendant des années, un Thierry Maulnier ne cessera de combattre le « matérialisme socialiste » et le « désordre individualiste »<sup>10</sup>, le marxisme qui n'est que la « transposition de Rousseau dans l'économique » et l'« esprit américain » : « Hoover ici, Staline là », démocratie, libéralisme, capitalisme, socialisme, marxisme ne constituent qu'autant d'aspects d'un même mal : le matérialisme<sup>11</sup>.

La continuité ne se dément pratiquement jamais. Ces idées reviennent indéfiniment non seulement chez les fascistes « officiels », ceux qui se reconnaissent comme tels – un Drieu, un Brasillach, un Rebatet –

4. Z. Sternhell, *Ni Droite ni Gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1983, pp. 21-23.

5. G. Gentile, *Genesi e struttura della società*, Florence, Sansoni, 1946, p. 15. Cf. aussi A. James Gregor, *The Ideology of Fascism. The Rationale of Totalitarianism*, New York, The Free Press, 1969, p. 214.

6. M. Barrès, *Les Déracinés*, Paris, Fasquelle, 1897, p. 318.

7. B. Mussolini, « Fundamentals Ideas », in *Fascism : Doctrine and Institutions*, Rome, Ardita, 1935, p. 8. Cf. aussi G. Gentile, « The Philosophic Basis of Fascism », *Foreign Affairs*, vol. VI (1927-1928), pp. 295-296 ; José Antonio Primo de Rivera, *Selected Writings* (édités avec une Introduction par Hugh Thomas), Londres, Jonathan Cape, 1972, p. 65.

8. E. Berth (Jean Darville), « Satellites de la Ploutocratie », *Cahiers du Cercle Proudhon*, sept.-déc. 1912, pp. 135-136.

9. B. de Jouvenel, *Le Réveil de l'Europe*, op. cit., p. 147.

10. Th. Maulnier, *Mythes socialistes*, Paris, Gallimard, 1936, pp. 20-21.

11. *Id.*, *La Crise est dans l'homme*, Paris, Librairie de *La Revue française*, 1932, pp. 10, 193-194.

mais pratiquement dans toute cette immense littérature de contestation et de révolte, sans laquelle le fascisme est inintelligible. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle cette littérature vomit le « matérialisme » et ses sous-produits, le marxisme, le libéralisme et le mode de vie engendré par une culture politique fondée sur la primauté de l'individu. La très large diffusion de ces idées n'atteste pas, comme certains voudraient le faire croire, de leur « pureté » non fasciste mais au contraire du fait qu'une pensée de type fasciste est alors très largement répandue, que ses racines sont très profondes et son influence considérable. Que des hommes éminemment respectables aient professé ces idées ne signifie pas qu'il s'agisse de concepts tout à fait étrangers au fascisme, cela prouve simplement que le fascisme fait alors partie du bagage intellectuel d'hommes éminemment respectables. Que dans l'après-guerre beaucoup de ces hommes soient devenus des démocrates pointilleux, des libéraux acharnés, voire des philosémites déclarés, ne suffit malheureusement ni pour changer la signification du fascisme ni celle de leurs idées. Les hommes peuvent et ont le droit de changer, ils n'ont pas le droit de maquiller leur histoire ou l'histoire de leur époque.

L'un des outils les plus importants forgés par la volonté fasciste de briser le libéralisme bourgeois, le socialisme prolétarien et les antagonismes des classes, est le planisme. Le dirigisme qui s'attaque au « désordre » économique est utile au fascisme, tout comme la notion de « révolution spirituelle » est essentielle pour combattre le « désordre moral ». La démocratie libérale, le marxisme orthodoxe tout comme la social-démocratie représentent ce « désordre économique ». Ici encore le fascisme préconise des solutions originales, propose une solution de rechange à la lutte des classes, au vulgaire matérialisme marxiste, au libéralisme sauvage, au capitalisme inhumain. C'est pourquoi un Mosley, un de Man, un Déat, un Jouvenel mettent l'accent sur l'« ordre » dans l'économie. Assurément, tous les planistes, tous les dirigistes ne deviennent pas fascistes, mais les planistes et les dirigistes qui associent autoritarisme au corporatisme, ceux qui au nom de l'« ordre » sacrifient le suffrage universel, les institutions parlementaires, la responsabilité de l'exécutif devant le législatif, les partis politiques et tous les autres rouages de la démocratie, glissent fatalement dans le fascisme.

En vertu d'un même choix, on retrouvera un Belin ou un Georges Lefranc et tant d'autres hommes de gauche venus de la C.G.T. travaillant à Vichy avec ardeur à une restructuration de l'économie et de la société françaises. Le hasard et les accidents de parcours font beaucoup moins bien les choses que l'on ne voudrait le dire.

En effet, les idées de ces hommes se développent en ligne ascendante et continue. Les travaux théoriques d'Henri de Man sur la révision du marxisme, publiés entre 1926 et 1933, sont immédiatement complétés non seulement par le Plan du Travail mais aussi par les thèses présentées au colloque des groupes planistes tenu à Pontigny en septembre 1934<sup>12</sup>, ainsi que par une série de dix articles publiés par *Le Peuple* entre juillet et octobre 1934 sous le titre général mais combien significatif de « Corporatisme et socialisme »<sup>13</sup>. Après avoir énuméré toutes les vertus du corporatisme – selon lui, le plus grand ennemi que le capitalisme ait jamais rencontré – de Man propose la mise sur pied d'un véritable État corporatif. Tout au long des années trente, le vice-président du parti ouvrier belge accentue sa campagne à la fois contre le marxisme et contre le parlementarisme, les partis politiques, le suffrage universel, jusqu'au moment où, en 1938, il dira : « À l'avenir il faudra être plus décidés à réaliser un ordre socialiste

12. H. de Man, « Les thèses essentielles du planisme », *La Vie socialiste*, 22 décembre 1934.

13. Ces articles sont repris en brochure *Corporatisme et socialisme*, Paris-Bruxelles, Labor, 1935.

en même temps qu'à édifier un État autoritaire, ceci conditionnant cela<sup>14</sup>. » En juin 1940, Henri de Man, successeur d'Emile Vandervelde à la tête du socialisme belge, accueille la victoire nazie comme une « délivrance »<sup>15</sup>.

L'itinéraire de Marcel Déat et de ses néos, disciples fidèles et compagnons de route d'Henri de Man, n'est pas différent et il affiche la même logique. Il semble qu'il faille insister là-dessus car même un lecteur aussi intelligent que Michel Winock<sup>16</sup> paraît ne pas voir la différence fondamentale entre les planistes et les dirigistes pour qui la démocratie constitue une valeur essentielle, et les planistes pour qui tous les moyens sont bons pour abattre le libéralisme, le marxisme et son dérivé social-démocrate. C'est pourquoi l'exemple d'un Robert Lacoste ou d'un André Philip ne signifie rien et ne modifie en rien le sens de l'évolution d'un Déat, d'un Georges Albertini, d'un Ludovic Zoretti que l'on retrouvera aux côtés de Déat au temps de la Collaboration ou d'un Belin qui sera ministre du maréchal Pétain.

Déat et ses compagnons lancent leur campagne antimarxiste dès 1930, en 1933 ils font scission sur des slogans et un programme qui associent l'autoritarisme politique au nationalisme et l'anti-individualisme à l'antimarxisme ; dès 1934 ils organisent leur parti sur le modèle des partis totalitaires et affichent ouvertement leur admiration pour le nazisme. Contrairement à une idée reçue, les « néos » durs, les « néos » véritables, les compagnons de Déat et de Marquet, un Montagnon, un Marion, un Roditi évoluent très vite, et d'une manière constante, vers des formes diverses de socialisme national. On peut suivre leur cheminement intellectuel, notamment celui de Déat, pratiquement au jour le jour, depuis *Perspectives socialistes* en 1930 jusqu'au lancement du Rassemblement national populaire dans Paris occupé. Pour s'en rendre compte, il suffit simplement de lire de près les centaines d'articles que le leader « néo » donne aussi bien à *La Vie socialiste*, jusqu'à la disparition, en 1935, de l'ancien hebdomadaire de Renaudel, qu'à la presse de grand tirage. Il n'y a rien dans les écrits du chef du R.N.P. en 1942 qui n'ait été dit et répété dix ans plus tôt par le secrétaire général du parti socialiste de France<sup>17</sup>.

En effet, l'antimarxisme et l'idéalisme qui constituent les piliers du néo-socialisme, le principe de la solidarité des classes dans le cadre national, le refus de concevoir le prolétariat comme agent principal de la transformation sociale, le retour à un socialisme français prémarxiste et, finalement, la volonté de mettre sur pied un système politique nouveau, s'appuyant sur les principes de base du corporatisme, forment, non pas en 1942 mais dès 1933, un ensemble idéologique sur la nature duquel il est difficile de se tromper.

On peut faire la même démonstration pour d'autres planistes. Un dirigiste peut être socialiste et démocrate, il peut être communiste et il peut être fasciste. On voit dans les années trente des keynésiens démocrates, et on voit des keynésiens fascistes, comme Mosley et comme Jouvenel. Un « plan » peut être appliqué par un pouvoir vaguement « travailliste » pour développer quelques services sociaux, il peut servir de levier à la terreur stalinienne pour lancer une révolution sociale et industrialiser le pays,

14. H. de Man, *Après-coup*, Bruxelles, Éd. de la Toison d'or, 1941, p. 302.

15. « Un manifeste du P.O.B. », *La Gazette de Charleroi*, 3 juillet 1940, p. 4.

16. M. Winock, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable », *Le Débat*, n° 25, mai 1983, pp. 40-41.

17. Les textes prolifèrent. À titre d'exemple on consultera de M. Déat, « Épreuve de la démocratie », *La Vie socialiste*, 10 mars 1934 ; « Syndicalisme et Corporation », *ibid.*, 17 mars 1934. Pour Déat, le repli des peuples « dans leur cadre national » oblige quiconque désire peser sur l'histoire à accepter non seulement la primauté de la nation, mais également à affirmer « la transcendance de la collectivité par rapport aux individus » et finalement à constituer dans le cadre national « un pouvoir fort qui se substitue à la bourgeoisie défaillante ». Sur le caractère fasciste du mouvement néo-socialiste, cf. « Notre congrès de la Mutualité », *ibid.*, 2 juin 1934. Sur les conceptions de Déat en ce qui concerne l'idée de « parti-État » – « Le parti deviendra l'État aussitôt que vous le voudrez », cf. S. Grossman, « L'évolution de Marcel Déat », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 97, janvier 1975, p. 21.

et il peut servir une révolution nationale et fasciste pour changer les structures politiques, pour changer les rapports entre les hommes, et pour moderniser l'économie. C'est la raison pour laquelle socialistes et fascistes, résistants, collaborateurs et vichysois peuvent préconiser les mêmes techniques. Il s'agit bien de mêmes *techniques* et non pas de mêmes *idées* ; dans le cas qui nous préoccupe, une même technique se trouve au service d'idées très différentes. C'est pourquoi les planistes qui refusent de sacrifier socialisme et démocratie ne glissent pas vers le fascisme, alors que ceux qui désespèrent de la gauche socialiste, comme Déat, ou de la gauche modérée, comme Jouvenel, évoluent vers le fascisme.

L'auteur de *L'Économie dirigée* constitue un exemple particulièrement éclairant. Dans ses idées et ses motivations, Jouvenel produit une réplique française presque parfaite d'Oswald Mosley. L'ancien ministre travailliste commence lui aussi son glissement vers le fascisme par la recherche d'une troisième voie entre le travaillisme et le libéralisme, il part lui aussi à la recherche de l'« ordre » dans l'économie pour résorber le chômage et stimuler la croissance. Comme Mosley, il parvient à la conclusion que la gauche traditionnelle, la gauche socialiste et la « gauche » libérale n'ont cessé d'afficher leur impuissance face à la crise du capitalisme. Tous deux, et ils ressemblent en cela à de Man et à Déat, désespèrent de la démocratie. Tous ces hommes ont alors le sentiment de l'extrême urgence de la tâche qui les attend.

Les émeutes du 6 février 1934 contribuent à convaincre Jouvenel qu'en France aussi la situation mûrit. Il rompt avec le parti radical et lance un hebdomadaire, *La Lutte des jeunes*, où il préconise une révolution anticapitaliste, antidémocratique, antilibérale, antimarxiste. Jouvenel et ses principaux associés, notamment Drieu, clament leur volonté d'ériger, à la place de la démocratie libérale, un système politique autoritaire d'où sont éliminés partis politiques et groupes de pression, Parlement et responsabilité de l'exécutif devant le législatif. Le nouveau régime remplacera la Chambre des députés par un Conseil de corporations, et des directeurs techniques se substitueront aux ministres<sup>18</sup>. Deux ans plus tard, Jouvenel combat toujours pour les mêmes idées aux côtés de Jacques Doriot. L'économiste du P.P.F. participe alors à la violente campagne lancée par son parti contre le « judéo-marxisme ».

Ce n'est pas l'effet du hasard si le corporatisme fait partie intégrante de l'idéologie planiste construite par de Man, par Déat, par Jouvenel. Car dans ce planisme autoritaire, l'essentiel n'est pas la rationalisation de l'économie nationale, mais bien l'embrigadement de toutes les classes sociales dans le cadre d'un État fort, libéré des entraves de la démocratie. Le planisme exprime la supériorité du politique sur l'économique, de la volonté et de l'énergie sur la matière. C'est pourquoi, dans l'esprit de ces hommes, le planisme va bien au-delà de la recherche d'un certain nombre de solutions aux problèmes du chômage. Pour eux le planisme constitue un « socialisme nouveau », à la mesure de la crise certes, « mais, bien plus encore », c'est d'un effort « de sauvetage spirituel »<sup>19</sup> qu'il s'agit. Pour Georges Roditi, directeur de *L'Homme nouveau*, revue par excellence du néo-socialisme, aucun doute n'est permis : « Le planisme qui triomphera sera un planisme national, étranger à l'esprit matérialiste<sup>20</sup>... » Finalement, c'est toujours l'antimatérialisme qui constitue l'essence de cet effort de rénovation, de moralisation des rapports économiques et sociaux.

18. « Réforme de la Constitution », *La Lutte des Jeunes*, 25 février 1939.

19. M. Déat, « Le planisme et la tradition française », *L'Homme nouveau*, n° 12, 1<sup>er</sup> janvier 1935.

20. G. Roditi, « Du néo-marxisme au néo-socialisme », *ibid.*, n° 14, 1<sup>er</sup> mars 1935. 21. « *Esprit* au Congrès franco-italien sur la corporation », *Esprit*, n° 33, juin 1935, p. 475.

## La tentation des années trente.

Cette recherche de valeurs nouvelles explique la tentation fasciste des années trente. Le fascisme exerce alors un attrait beaucoup plus profond que ce que voudraient admettre aujourd'hui les hommes qui ont subi eux-mêmes cette tentation, leurs amis politiques ou leurs disciples. Il est incontestable que le fascisme, parce qu'il se veut instrument d'une profonde révolution morale et spirituelle, impressionne les milieux contestataires des années trente. Même des hommes qui, dans l'immédiat après-guerre, vont symboliser la France nouvelle sortie de la Résistance, accordent alors un préjugé favorable au fascisme. Leur critique de la démocratie, de l'héritage de la Révolution française ne s'adresse pas à la *praxis* du régime, à ses faiblesses institutionnelles, mais bien à ses principes. L'exemple le plus frappant de cette démarche est sans doute celui d'Emmanuel Mounier.

Prenant la parole en mai 1935, au cours d'un colloque organisé à Rome par des représentants de la gauche fasciste, Mounier n'hésite pas : « Ceux mêmes qui, dans la délégation française, étaient par leur formation d'irréductibles adversaires du fascisme, ont dit publiquement la parenté profonde qu'ils ont sentie entre eux et l'élan constructif de ces générations neuves<sup>21</sup>. »

Ce texte est essentiel et il explique bien le sentiment de certains milieux contestataires face au phénomène fasciste : cette « parenté profonde » entre les révolutionnaires, tous ceux qui partent à l'assaut de la vieille civilisation libérale et bourgeoise, unit dans un même refus les fascistes et ceux qui ne le sont pas. Mounier rend hommage à l'aile gauche du fascisme italien, à cette « aile vivante et audacieuse, radicalement anticapitaliste et audacieusement constructive »<sup>22</sup>. Le lendemain de la prise de pouvoir par les nazis, un de ses collaborateurs, Alexandre Marc, s'associe aux dures critiques qu'adressent au régime de Weimar ses adversaires<sup>23</sup>, et Georges Duveau, trois ans plus tard, après avoir affirmé son dégoût pour les méthodes du régime hitlérien, ne peut s'empêcher de reconnaître « que le ton du Führer, son alacrité, une façon brutale, plébéienne, sommaire, de prononcer ces mots, la paix, la guerre, provoquent une émotion dans laquelle toute sympathie n'est pas exclue »<sup>24</sup>. En décembre 1938, c'est au tour de François Perroux d'affirmer et le refus qu'oppose l'Europe aux principes de 1789<sup>25</sup> et sa propre foi en l'avenir du socialisme national<sup>26</sup>. Mounier aussi voit dans la Révolution française l'origine du mal totalitaire<sup>27</sup>. En fait, c'est un refus de toute la « civilisation bourgeoise » face à laquelle se lèvent les « civilisations fascistes » qu'affirme Mounier<sup>28</sup>. En dépit du caractère totalitaire de l'État fasciste qu'il reconnaît et comprend, le directeur d'*Esprit* ne peut s'empêcher de se sentir attiré par le refus total du monde libéral et bourgeois, refus primaire, sans aucune ombre de compromis, que signifie le « fascisme au sens large », cette « négation révolutionnaire du rationalisme bourgeois »<sup>29</sup>. Il admire les qualités morales des fascistes : « le dévouement, le sacrifice, l'amitié virile », « l'authentique élan spirituel qui porte ces hommes violemment arrachés à la décadence bourgeoise, chargés de toute l'ardeur que donne d'avoir trouvé une foi et un sens à la vie »<sup>30</sup>.

22. *Ibid.*, p. 476.

23. A. Marc, « Jeunesse allemande », *Esprit*, n° 5, 1<sup>er</sup> février 1933, pp. 723-724.

24. G. Duveau, « Le dialogue franco-allemand », *Esprit*, n° 43, avril 1936, p. 22.

25. Fr. Perroux, « Intelligence de la Nation », *Esprit*, n° 75, décembre 1938, p. 344.

26. *Ibid.*, p. 353.

27. E. Mounier, *Œuvres*, Paris, Éd. du Seuil, 1963, t. I, p. 614.

28. *Id.*, « Le Monde moderne contre la personne », *Œuvres*, t. I, p. 499 et suiv.

29. *Ibid.*, p. 500.

30. *Ibid.*, p. 501.

La tentation fasciste, on le voit, n'est pas seulement le fait d'un Brasillach ou d'un Drieu : les hommes d'*Ordre nouveau*, Robert Aron et Arnaud Dandieu, écrivent fin 1933 une *Lettre à Hitler* qui, selon Mounier lui-même, « contient quatorze phrases de réserves sur trente pages d'apologie ». D'autre part, Arnaud Dandieu « n'était pas sans inclination pour certaines autres tendances maîtresses de l'hitlérisme »<sup>31</sup>. Les contestataires résistent mal à l'attrait de ces révolutions qui ont réussi alors qu'eux-mêmes ne cessent d'essayer des échecs. C'est à d'autres que revient le privilège d'avoir abattu la démocratie libérale et la social-démocratie. Tous ces hommes reconnaissent d'une façon ou d'une autre la supériorité de la culture politique qui fleurit de l'autre côté du Rhin et de l'autre côté des Alpes. Tous admirent ce que Jouvenel appelle le « grand phénomène historique de notre temps : la prise du pouvoir par les équipes jeunes, animées d'un esprit antibourgeois »<sup>32</sup>.

L'ancien doriote accueilli avec ferveur cette « montée d'une génération moralement divorcée d'avec les précédentes » : le type idéal de cette jeunesse nouvelle, c'est « Ernst von Salomon qui a chanté, dans *Les Réprouvés*, le destin de ceux qui n'ont pas pris racine, qui ont vécu violemment les années 1919 à 1923, qui ont passé en prison ou en exil les années de facilité »<sup>33</sup>. Von Salomon, il convient de le rappeler, est membre des Corps francs qui sévissent dans l'immédiat après-guerre, qui entrent en révolte contre la République de Weimar, et il personnifie par excellence le type du révolté contre la démocratie libérale : les hommes des Corps francs s'engagent dans le terrorisme et Ernst von Salomon est impliqué dans l'assassinat de Walter Rathenau. Il est gracié après cinq ans de prison. C'est durant ses années de prison qu'il écrit son fameux livre, *Les Réprouvés*, où il raconte l'histoire de cette révolte qui, à beaucoup d'égards, constitue la préface à la prise du pouvoir par les nazis.

Car c'est bien ainsi que Jouvenel explique l'avènement d'Hitler : pour la première fois dans l'histoire moderne de l'Europe, les événements commencent à donner raison aux « éléments dynamiques » : l'Allemagne est le pays où, contrairement à la France, « c'est l'élément statique qui périclète »<sup>34</sup>. C'est ainsi que s'accomplit cette « révolution de jeunesse » qui atteint son apogée avec le nazisme : « Le 30 janvier 1933 cette jeunesse allemande arrive au pouvoir, saisit les leviers de commande. » La conclusion est simple : « La victoire revient à celui qui attache à ses étendards l'idée maîtresse de son temps, laquelle dès lors combat avec lui et pour lui »<sup>35</sup>.

Pratiquement, tous les milieux contestataires s'inclinent devant la supériorité morale du fascisme et du nazisme. Tout comme Jouvenel, Thierry Maulnier admire von Salomon, mais le grand exemple qu'il propose à la jeunesse française est Arthur Moeller van den Bruck, « ce jeune écrivain enthousiaste et sombre, [qui] jugeant que la politique de Stresemann, la politique de la douceur, la politique de Locarno, abaissait et déshonorait l'Allemagne, s'est suicidé ». Ce panégyrique constitue le véritable manifeste d'une morale nouvelle, qu'enseignent en Allemagne « des générations assez viriles pour estimer que le service de certaines causes vaut que l'on ne recule pas devant le meurtre ou la mort ». Maulnier envie à la jeune Allemagne la qualité de l'œuvre de Moeller van den Bruck : « Une tension frémissante, qui anime jusqu'au raisonnement, une passion fière et dure, cette volonté de grandeur, ce sens tragique » qui

31. E. Mounier, « Réponse à l'Ordre nouveau », *Esprit*, n° 19, 1<sup>er</sup> avril 1934, p. 199. Cf. le texte de cette lettre in *L'Ordre nouveau*, n° 5, 15 novembre 1933.

32. B. de Jouvenel, *Après la défaite*, op. cit., pp. 41-42.

33. *Ibid.*, p. 41.

34. *Ibid.*, p. 40.

35. *Ibid.*, p. 45.

permettent à l'auteur du *Troisième Reich* de retrouver « la violence un peu primitive et la rude noblesse [...] de ces compagnons d'armes d'Ernst von Salomon qui se mettaient nus pour combattre dans la lumière de l'aube ». Voilà pourquoi le jeune auteur allemand devient un symbole pour le futur académicien français : « Il était l'un des premiers, entre ces héros serviteurs, parfaitement oublieux d'eux-mêmes, dévoués entièrement à la grandeur et à la mission de la race, que la nouvelle morale allemande prétend forger avec les hommes de demain<sup>36</sup>. » D'autres contestataires véhiculent à l'égard de l'Allemagne nouvelle un même type de sentiments. Jouvenel vient s'incliner sur le tombeau des hommes des Sections d'assaut qu'Hitler venait d'éliminer, « ces jeunes camarades allemands, dont l'ardeur naïve m'a inspiré tant d'amitié [...] Recrutés parmi les jeunes chômeurs, les S.A. étaient l'armée de la Révolution. Les uniformes bruns, dans les rues de Berlin, c'étaient les signes extérieurs d'une dictature prolétarienne. Le soldat de la Révolution avait droit de cité. Fièrement, il entraînait partout, sûr que les distinctions sociales tombaient devant sa casquette ornée du svastika. [...]»<sup>37</sup> » Quant à Montagnon, le député « néo » accuse ses collègues de la Chambre, et avec eux tous ses censeurs, de ne pas comprendre qu'« il y a dans le mouvement hitlérien quelque chose de curieux et de profond, il y a dans ce mouvement un élan de socialisme et un élan de brutalité »<sup>38</sup>. À la même époque, Massis publie une interview de Mussolini : le Duce venait d'énumérer « les idéologies qui affaiblissent, débilitent l'Occident » et qui s'appellent « libéralisme, démocratie, socialisme »<sup>39</sup>. Fin 1936, alors que la droite se mobilise pour résister au Front populaire, la revue théorique de l'Action française consacre une série de six articles à « Mussolini et son peuple » par René Benjamin<sup>40</sup>. C'est aussi l'époque des *Cadets de l'Alcazar* de Massis et Brasillach<sup>41</sup>.

Les exemples de cette nature prolifèrent : on peut en citer à longueur de page, indéfiniment. Écrivant dans *Esprit*, Alexandre Marc met son espoir en Otto Strasser<sup>42</sup> alors que Jean de Fabrègues acclame la « démocratie hitlérienne » : le chancelier « touche à la juste formule » quand « il appelle un gouvernement qui veuille le bonheur du peuple allemand et qui soit indépendant de lui ». C'est donc « au nom de la volonté générale et de sa souveraineté que l'hitlérisme commande », et « il repousse une démocratie où le juif peut se faire place, mais appelle la démocratie des hommes de sang pur »<sup>43</sup>. Tous ces hommes ont en commun une reconnaissance implicite d'une certaine supériorité morale de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie face à la France bourgeoise et décadente. « L'Allemagne contre l'Occident c'est Sparte contre Athènes, la vie dure contre la vie plaisante », dira Mounier en octobre 1940<sup>44</sup>. Dès 1938, Jouvenel contemple le *Réveil de l'Europe*, l'apparition de ces deux grands hommes, Hitler et Mussolini, qui, loin d'être « des despotes qui peuvent tout faire [...], sont semblables plutôt à ces fondateurs de dynasties dont nos Capétiens nous offrent un splendide exemple ». Le réveil de l'Europe signifie la

36. Th. Maulnier, Introduction à Arthur Moeller van den Bruck, *Le Troisième Reich*, traduit de l'allemand par Jean-Louis Lénault, Paris, Librairie de *La Revue française*, 1933, pp. 5-9.

37. B. de Jouvenel, *Un voyageur dans le siècle*, Paris, Laffont, 1979, pp. 190-191. Jouvenel cite son article de *Notre Temps*, 4 juillet 1934.

38. Cf. les interventions de Montagnon à la Chambre ainsi que devant les militants « néos », *La Vie socialiste*, 8 décembre 1934 et 9 février 1935.

39. H. Massis, « Quand Mussolini n'est pas devant la foule », 1933, 1<sup>er</sup> novembre 1933.

40. R. Benjamin, « Mussolini et son peuple », *La Revue universelle*, octobre 1936 à mars 1937.

41. *Ibid.*, octobre-décembre 1936.

42. A. Marc, *loc. cit.*, pp. 727-728.

43. J. de Fabrègues, « Une mystique matérialiste : la démocratie hitlérienne », *Combat*, janvier 1937.

44. E. Mounier, « Letter from France. A personalist leader, editor of *Esprit*, sends this message to America from France », *The Commonwealth*, 25 octobre 1940, p. 10. Je dois à John Hellman, auteur de *Emmanuel Mounier and the New Catholic Left. 1930-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1981, d'avoir retrouvé la piste de cet article.

venue de la grande révolution du XX<sup>e</sup> siècle. Jouvenel compare les deux dictateurs à « tous les hommes d'État qui ont été des restaurateurs de la société : les Auguste et les Napoléon ont cherché à ranimer les vertus viriles, le sens de l'initiative, de la responsabilité et du commandement ». Et Jouvenel conclure : « La similitude avec ce que tentent aujourd'hui Mussolini et Hitler est saisissante<sup>45</sup>. »

C'est ainsi que « les années trente prennent un sens : c'est la liquidation, à travers toute l'Europe, de ceux qui haïssent l'effort, par ceux qui l'aiment ». C'est aussi la victoire de la force : « On ne peut se défendre de l'admirer, de reconnaître ses droits, de saluer sa vertu créatrice et ordonnatrice. » Ce « goût de l'effort », de l'effort de l'homme sur lui-même, cette renaissance des vertus viriles, après avoir contribué « à la formation de partis fascistes », est à la base du processus par lequel « les régimes de foi se substituent aux régimes d'opinion ». Car, finalement, c'est toujours « la foi qui a fait la force »<sup>46</sup>.

### Après la défaite.

---

Ce n'est pas l'effet du hasard si, en été 1940, Jouvenel voit dans le triomphe allemand une victoire de l'esprit. Cette conclusion appartient déjà à son autre grand ouvrage : *Après la défaite*. Publié en 1941, ce livre constitue une attaque classique de la démocratie libérale, de l'ensemble de l'héritage intellectuel issu de la Révolution française, de toute cette culture politique contre laquelle se lèvent le fascisme et le nazisme. Il entend démontrer que la victoire de l'Allemagne nazie constitue le triomphe de la jeunesse, d'un peuple jeune, porteur de « tendances communautaires », sur une société bourgeoise imbuée de valeurs libérales et brisée par la Révolution française. « Le caractère jeune de l'Allemagne et de l'Italie tient à ce qu'on a, dans ces pays, mis la jeunesse en valeur, à ce qu'elle a fait exploser le couvercle des institutions anciennes qui, voilà vingt ans, pesaient sur elle comme sur la jeunesse française encore aujourd'hui. » Et Jouvenel d'entonner un hymne à la gloire de Mussolini et des hommes arrivés avec lui au pouvoir, « des bagarreurs qui aiment à voir pâlir les bourgeois » ; il s'enthousiasme pour les qualités de l'éducation fasciste qui encourage la violence, qui bouscule les vieilles coutumes bourgeoises, qui « favorise, comme vertus, l'éclosion de ce qu'auparavant on nommait vices »<sup>47</sup>.

Pour Jouvenel, le nazisme s'inscrit dans la continuité de l'histoire de l'Allemagne et il considère la conquête de l'Europe par l'Allemagne hitlérienne comme tout à fait naturelle. Certes, « l'élan de la révolution allemande a étendu la puissance germanique bien au-delà des limites ambitionnées par la pensée nationale », mais « c'est exactement ce qui nous est arrivé à nous-mêmes au temps de notre Révolution »<sup>48</sup>. La révolution nazie est mise ainsi sur le même pied que la Révolution française et Hitler une fois de plus comparé à Napoléon.

Il est donc normal qu'*Après la défaite* jouisse d'une grande vogue en Allemagne nazie et dans les milieux de la Collaboration. On ne s'y trompe pas sur le sens véritable de ce livre, sur sa qualité d'instrument de propagande particulièrement important. Publié en 1941, l'ouvrage de Jouvenel est immédiatement traduit en allemand : *Nach der Niederlage* paraît la même année à Berlin, chez Herbig. En 1942, des passages importants d'*Après la défaite* paraissent dans une grande anthologie préparée par Bernhard Payr, proche collaborateur de Rosenberg : *Phönix oder Asche* (Volkschaft-Verlag, Dortmund).

45. B. de Jouvenel, *Le Réveil de l'Europe*, op. cit., pp. 245-246.

46. *Ibid.*, pp. 233-236.

47. B. de Jouvenel, *Après la défaite*, op. cit., pp. 38-39.

48. *Ibid.*, pp. 112, 165, 216.

Finalement, l'importance de ce livre est telle que les services de propagande allemands dans Paris – *Propaganda-Abteilung Frankreich-Gruppe Schrifttum* – le placent sur leurs listes d'ouvrages à promouvoir. *Après la défaite* est recommandé en compagnie d'un autre important ouvrage de Bertrand de Jouvenel : *La Décomposition de l'Europe libérale*<sup>49</sup>. Bertrand de Jouvenel, comme l'a montré Gérard Loiseaux, est l'un des six auteurs français les mieux promus par les services de propagande allemands en France<sup>50</sup>.

Certes, la tentation fasciste, la reconnaissance de la supériorité morale de l'Allemagne n'expliquent pas la défaite. La responsabilité des résultats de la bataille de France n'incombe pas aux contestataires mais à la plus extraordinaire machine de guerre de l'histoire moderne. Et pourtant, ce n'est pas ainsi qu'eux-mêmes voient les choses : pour les révoltés, la défaite de la France est celle d'un certain mode de vie, d'une certaine culture politique. Il en était déjà ainsi dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en France et ailleurs. En France en 1870, en Allemagne en 1918, en Italie en 1896 après la bataille d'Adoue, tout comme après la défaite psychologique des traités de paix de 1919-1920, les responsabilités ne varient pas : ce sont toujours les valeurs de la démocratie qui engendrent les malheurs de la patrie.

Pour les deux monstres sacrés de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Renan et Taine, tout comme pour les Déroulède, les Drumont, les Maurras et tant d'autres, c'est l'ancêtre jacobin qui est à l'origine du désastre. Non pas l'empereur et son état-major, non pas une armée mal préparée et mal commandée, non pas une mauvaise politique ou simplement la supériorité technique de l'adversaire, mais l'individualisme et les principes de 1789, Rousseau, les droits de l'homme, Michelet et le nationalisme ouvert, égalitaire et humaniste. Pour les antijacobins de cette fin de siècle, la défaite de la France est une défaite morale, c'est la défaite d'une certaine conception de la société, c'est la défaite du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Vers 1940, la perception des réalités nationales ne varie guère. Après avoir stigmatisé l'« intelligentsia folâtre et décadente »<sup>51</sup>, Emmanuel Mounier identifie les responsables intellectuels du désastre : « Un certain climat gidien, un certain détachement valérien, un certain pathos bergsonien, un certain conformisme politique à polarités opposées, une certaine littérature de luxe ont collaboré à la décomposition de l'âme française<sup>52</sup>. »

Quatre ans plus tôt, Mounier refuse déjà le principe de la « croisade » ou de la « guerre jacobine »<sup>53</sup>. Exactement à la même période, Bertrand de Jouvenel s'élève contre les hommes de gauche qui n'hésitent pas à risquer une « nouvelle *Guerre du Droit* » pour se faire « les défenseurs de la veuve socialiste et de l'orphelin juif »<sup>54</sup>. C'est ainsi que les contestataires s'opposent avec la dernière énergie au principe de la guerre idéologique aux dictateurs. Les révoltés des années trente estiment que, somme toute, la démocratie, le libéralisme, la social-démocratie, la Révolution française et ses droits de l'homme ne valent pas plus la vie d'un paysan français que les « Poldaves », les Tchèques ou les juifs allemands. Ces sentiments n'expliquent pas la défaite militaire mais ils nous font bien comprendre la facilité, la façon naturelle

49. Les deux livres figurent sur les deux listes publiées, l'une le 31 décembre 1942, l'autre le 1<sup>er</sup> mars 1944, et qui peuvent être consultées à Paris dans les Archives du Centre de documentation juive contemporaine.

50. G. Loiseaux, « Collaboration littéraire au service de l'«Europe nouvelle» », *Lendemains 29, Zeitschrift für Frankreichforschung und Französischstudium*, 1983, pp. 17-19 et voir aussi l'ouvrage récemment paru du même auteur, *La Littérature de la défaite et de la collaboration*, Publications de la Sorbonne, 1984.

51. E. Mounier, « Sur l'intelligence en temps de crise », *Esprit*, n° 97, février 1941, p. 202.

52. *Ibid.*

53. E. Mounier, « Adresse des vivants à quelques survivants », *Esprit*, n° 43, avril 1936, pp. 10-11.

54. B. de Jouvenel, « A propos de mon interview du Führer-Chancelier », *La Flèche*, 7 mars 1936.

avec laquelle s'installe le régime de rechange et le consensus dont il jouit. C'est alors seulement que porte ses fruits une préparation idéologique longue d'un demi-siècle.

Le lendemain de ce que le jeune juriste de l'époque, Maurice Duverger, appelle à juste titre la « révolution de 1940 »<sup>55</sup>, la France nouvelle, débarrassée de la guerre étrangère, est libre de se retourner contre l'ennemi de l'intérieur. L'objectif n'est pas seulement la survie du pays mais sa purification. L'arrivée au pouvoir des équipes de rechange est rendue possible par la victoire allemande, mais le consensus relativement large sur lequel s'appuie la Révolution nationale ne s'explique pas seulement par la lassitude, la volonté de revenir aussi vite que possible à la vie normale, mais aussi par la longue imprégnation « antimatérialiste ». Le discrédit qui frappe la démocratie, le libéralisme, le socialisme est enraciné dans une longue tradition, longtemps minoritaire, souvent marginalisée, mais toujours présente et qui attend son heure.

### La Révolution nationale.

---

Le nouveau régime n'émerge pas à partir d'un vide idéologique. Du point de vue de l'histoire des idées, Vichy ne représente ni un accident de parcours, ni une aberration mais bien la suite logique de cet effort de renouveau qui monte tout au long du demi-siècle qui précède la débâcle de 1940. Certes, jamais la contestation « antimatérialiste » ne parvient en France à prendre le pouvoir en période de paix et de stabilité. Aussi longtemps que le pays n'est atteint par aucune crise majeure, aussi longtemps que la croissance économique, si faible soit-elle, suffit pour assurer l'emploi aux ouvriers et un pouvoir d'achat raisonnable à la petite bourgeoisie, les forces contestataires sont condamnées à végéter. Aussi longtemps qu'aucune défaite militaire ne vient ébranler le pays, le consensus républicain condamne les révolutionnaires à l'impuissance.

Vient le désastre national de 1940 et la longue imprégnation contestataire monte à la surface. Ce sont toujours des conditions de crise, de désarroi, de frustration et d'humiliation qui fournissent ses troupes à une idéologie révolutionnaire. Il en est de même en Italie et en Allemagne : dans les trois pays l'idéologie de rupture mise en place de longue date ne parvient à occuper la scène politique qu'au moment où elle s'articule sur une profonde crise nationale.

Une crise économique qui engendre le chômage ne suffit jamais seule à provoquer une rupture aussi profonde. Ce n'est pas le nombre de chômeurs qui explique la montée du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne, mais le fait que la crise économique constitue un aspect d'une détresse globale. Dans de telles conditions, une idéologie de révolte peut facilement nourrir un mouvement et supporter un régime. Une telle crise éclate en France, en été 1940. Dans les trois grands pays du continent européen, l'analyse des maux est très comparable. Compte tenu des différences de milieu et des traditions régionales, les remèdes préconisés sont aussi, dans leurs principes, assez proches. Pour l'essentiel, il s'agit de balayer les principes de 1789 ainsi que les structures politiques enracinées dans le « matérialisme » des Lumières. Une fois de plus, la responsabilité de la défaite incombe, dans l'esprit des contestataires, à l'individualisme et au libéralisme. Une fois de plus une révolution nationale, antimatérialiste, anti-libérale et antimarxiste se fait à la faveur d'une grande crise. Elle se produit, comme en Allemagne et

55. M. Duverger, « La situation des fonctionnaires depuis la révolution de 1940 », *Revue du droit public et de la science politique*, vol. 57, 1940-1941, pp. 277-332 et 417-539.

en Italie, dans un pays qui possède tout l'arsenal idéologique nécessaire pour la mise sur pied des solutions de rechange.

À cet égard, la France, l'Italie et l'Allemagne appartiennent à une même catégorie de pays. Certes, la France diffère de ses voisins en deux points majeurs : elle a accompli la seule révolution libérale du continent européen et l'unité nationale s'y est faite de longue date. En cela elle se rapproche de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Cela suffit-il à la déclarer immunisée d'office contre le fascisme par le vaccin libéral ? Ou au contraire l'exemple de la France de 1940 ne nous invite-t-il pas à réfléchir sur le fait que dans aucun des trois grands pays d'Europe occidentale, qui ont connu une longue imprégnation idéologique de type fasciste, l'ordre libéral ne résiste au choc d'une grande tourmente ? Le cas de la Grande-Bretagne et des États-Unis ne vient-il pas confirmer le fait que des difficultés économiques considérables, le chômage, la misère ne suffisent pas pour balayer la démocratie ?

Pour obtenir une révolution de type fasciste ou proche du type fasciste, deux conditions sont nécessaires, et peut-être suffisantes : une idéologie et une grande crise nationale. Dans les trois grands pays où ces conditions sont remplies, des structures de rechange sont mises en place qui possèdent toutes un dénominateur commun : elles entendent effacer pour toujours le « matérialisme » et ses produits : le libéralisme, le marxisme, l'individualisme, la démocratie. La révolution fasciste en Italie, la révolution nazie en Allemagne, la révolution nationale en France poursuivent toutes trois le même objectif : briser une culture politique fondée sur l'idée de la primauté de l'individu. L'application du principe du primat de la collectivité se fait de façons différentes, en fonction des conditions locales, mais le dénominateur commun est le même : seule une grande révolution des esprits et des âmes, une révolution « antimatérialiste », « antimarxiste, antidémocratique et antilibérale pourrait encore sauver la nation de la décadence. Ces trois grandes révolutions « antimatérialistes » présentent des degrés de virulence différents et elles se développent forcément de façon différente. Ce n'est pas toujours la révolution nationale qui est la moins violente : le degré d'antisémitisme sous Vichy – sans parler bien sûr de la collaboration parisienne – est de loin plus intense qu'en Italie mussolinienne.

Il importe de bien mettre ici les points sur les *i* : il est hors de doute que l'énorme majorité des Français a horreur de la répression qui sévit dans leur pays et sous leur drapeau. On peut dire la même chose des Allemands et des Italiens : et pourtant tout comme l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie appartiennent à l'histoire de l'Italie et de l'Allemagne tout court, la France vichyssoise fait partie de l'histoire de France : ce n'est pas une simple parenthèse. Regardé autrement que dans une perspective des années trente, le régime de Vichy devient incompréhensible. Les velléités de révolution « nationale », « spirituelle », que l'on enregistre en Italie et en Allemagne ne diffèrent pas totalement de celles qui se font jour en France. Seulement les nouvelles équipes françaises ne disposent que d'un laps de temps extrêmement court : et pourtant, il leur suffit à peine de quelques mois pour jeter les bases d'une véritable révolution, la plus importante depuis 1789. Alors que le processus d'installation du régime fasciste en Italie s'étale sur toute la seconde décennie du siècle et que Mussolini doit surmonter d'innombrables résistances, il ne faut que l'espace d'un été aux hommes de Vichy pour balayer l'essentiel de l'héritage jacobin.

La profondeur des changements et leur rapidité ne peuvent plus être mises sur le compte du vainqueur. Voilà dix ans que nous savons, grâce à Robert Paxton, que la collaboration constitue une volonté française et non pas un pis-aller imposé par l'Allemagne. Aussi bien la politique extérieure de Vichy que sa politique intérieure constituent un tout librement choisi. Tout au long de la première année de l'existence

de Vichy les autorités allemandes n'interviennent pratiquement pas dans les affaires intérieures françaises<sup>56</sup>. C'est la raison pour laquelle l'année 1940-1941 constitue bien une période de choix, une sorte de laboratoire, et le seul véritable critère pour comprendre la nature profonde des changements qui interviennent.

Cette révolution n'eût probablement jamais été possible sans l'imprégnation fasciste et sans la respectabilité acquise par les idées antidémocratiques tout au long du demi-siècle qui sépare le boulangisme de Vichy. Certes, les fascistes purs ne constituent jamais en France qu'une minorité. Il en est de même partout ailleurs en Europe. Mais le fascisme doit son rayonnement véritable à ses couronnes extérieures, au fait que de l'essence de ses idées – non pas de ses méthodes mais de sa pensée – participent de vastes secteurs d'opinion. Les milieux contestataires les plus divers demeurent difficilement imperméables à l'appel du fascisme ou au moins à certains de ses éléments. Beaucoup plus nombreux que les fascistes confirmés seront tous les tenants d'une révolution d'un type nouveau, antimarxiste, anti-libérale, d'une révolution de l'esprit. Beaucoup plus nombreux que les leaders des groupuscules en uniforme seront tous ceux qui répondent à cet appel de jeunesse, d'ardeur, de dignité et d'unité, à ce refus du déterminisme et du matérialisme, à cette affirmation de la primauté du spirituel. C'est la présence de ces couronnes extérieures autour du noyau dur de la pensée fasciste qui explique le peu de résistance que rencontre la Révolution nationale. Beaucoup plus nombreux que l'on ne voudrait le dire sont ceux qui accueillent avec bienveillance cette révolution pour toute la nation, une révolution purificatrice, cette chance de sauver la nation en tirant parti de la chute du régime abhorré.

Les idées qui triomphent en 1940 à force d'être assénées pendant un demi-siècle deviennent des idées reçues. Comme en Allemagne et en Italie, tout leur poids historique ne se fait sentir que le lendemain d'un désastre. Depuis Drumont et Barrès jusqu'à Brasillach et Thierry Maulnier, depuis Rochefort jusqu'à Jouvenel, de Maurras au temps de l'Affaire jusqu'au Maurras de Vichy, les contestataires ne s'enferment guère dans des débats de chapelles. Ils font partie intégrante de la vie de la cité. Leurs écrits, leurs revues, leurs journaux deviennent souvent des *best-sellers*. Après un demi-siècle, l'effet d'accumulation se fait pleinement sentir. *La France juive* avait été l'un des plus grands succès de librairie du XIX<sup>e</sup> siècle, et au temps de l'Affaire, la presse dreyfusarde n'atteint que 11 % des lecteurs à Paris, 17 % en province<sup>57</sup>.

Dans l'entre-deux-guerres, la situation est différente. Drumont, Barrès, Rochefort ont disparu, la grande période de Maurras est passée. Mais leurs successeurs n'en sont pas pour autant devenus marginaux. Si le nombre des lecteurs de *La Libre Parole* avait été le quadruple de celui de *L'Aurore* (100 000 contre 25 000), le nombre des abonnés de *L'Ami du peuple* représente toujours, en 1933, le double de celui de *Le Populaire*. Avec ses 400 000 lecteurs le journal de Coty avait acquis, dit Léon Blum, « une sorte de prise passionnelle sur ses lecteurs et par conséquent sur une portion appréciable de l'opinion »<sup>58</sup>. En 1933, *L'Ami du peuple* avait en fait atteint 600 000 exemplaires vendus. Écrivant au moment de la disparition de Coty, Blum saisit parfaitement la signification de cette presse populaire dans la formation du climat politique de l'époque et il lui accorde l'importance qui lui revient. Or l'idéologie de la presse populaire est forgée précisément dans les petites revues à tirage limité comme

56. Cf. l'ouvrage classique de Robert O. Paxton, *Vichy France. Old Guard and New Order*, New York, A. Knopf, 1972, pp. 142-143.

57. J. Ponty, « La presse quotidienne et l'affaire Dreyfus en 1898-1899. Essai de typologie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 21, avril-juin 1974, pp. 201 et 214. Cf. aussi l'ouvrage récent, et justement acclamé, de J.-D. Bredin, *L'Affaire*, Paris, Julliard, 1983, p. 472 et suiv.

58. L. Blum, « *L'Ami du peuple* et Coty », *Le Populaire*, 30 décembre 1933.

*Combat, L'Ordre nouveau, L'Homme nouveau, Plans, La Revue française* de J. P. Maxence ou *La Revue du siècle* de Jean de Fabrègues. Ces publications d'intellectuels remplissent bien leurs fonctions, celles de laboratoires d'idées qui nourrissent le débat politique et les grands media de l'époque. Prises toutes ensemble, elles ne possèdent pas plus d'une douzaine de milliers d'abonnés. Mais *Candide* peut se prévaloir de 500 000 lecteurs et *Gringoire* vend 600 000 exemplaires : il n'existe aucune publication de gauche ou de centre gauche capable de rivaliser avec *Gringoire*.

Regardée dans une continuité d'un demi-siècle d'histoire, la Révolution nationale apparaît comme l'aboutissement logique d'une tradition longtemps minoritaire, mais toujours vigoureuse et à l'affût d'une grande occasion. La France sort en vainqueur de la terrible épreuve de 1914 : quelque chose en rejaillit sur le régime. La France échappe, du fait de sa lente croissance économique et de son retard relatif, à la grande crise économique et financière du début des années trente : la République s'assure un certain répit. Survient la grande débâcle de 1940 : une idéologie qui pendant un demi-siècle s'infiltrait dans la société remonte à la surface et saisit les leviers de commande.

Sans une bonne dose de sympathie pour la grande révolution « antimatérialiste » d'outre-Rhin, l'engrenage collaborationniste ne se serait jamais mis en marche avec un tel succès. Nulle pression ne s'exerce sur le nouveau régime qui l'oblige à s'aligner, en octobre 1940, sur la législation raciale nazie : à cause de ses origines intellectuelles, la Révolution nationale prend des mesures proches de celles en vigueur dans les deux pays voisins, surtout en Allemagne, non par « raison d'État » mais pour appliquer une politique préconisée depuis un demi-siècle en France même. Beaucoup plus que la présence de l'Occupant, c'est la délégitimation de la tradition dont se réclame la démocratie française qui explique la législation de Vichy. Le peu de résistance que rencontre cette législation ne s'explique pas seulement par le choc du désastre. On peut se demander si l'analyse fort favorable des mesures prises par Vichy, faite le 19 décembre 1940 par *Le Figaro* de Pierre Brisson, ne constitue pas seulement un exemple parmi d'autres d'un état d'esprit assez répandu.

Juin-décembre 1940

SIX MOIS D'HISTOIRE DE FRANCE  
L'œuvre politique, économique et sociale  
du MARÉCHAL PÉTAÏN

Tel est le gros titre que l'on trouve en haut de toute une page du *Figaro* consacrée à la nouvelle législation. Le « chapeau » qui introduit cette page, signé P. B., ne manque pas d'intérêt :

*Le 17 juin 1940 le maréchal Pétain prenait le pouvoir. Nous avons jugé utile de dresser dans ce tableau la nomenclature des réformes accomplies depuis six mois sous son inspiration. Elles sont profondes. Certaines d'entre elles sont capitales. Toutes s'inspirent du sentiment réaliste des nécessités. Elles attestent une volonté d'assainissement et de relèvement moral dont la vigueur reste digne des épreuves les plus décisives de notre Histoire.*

*Depuis cent quatre-vingts jours, s'exposant à toute heure, le Maréchal s'est voué, sans faiblir, au sauvetage du pays. Lui rendre hommage serait superflu. Il a compris que les conditions d'une entente avec le vainqueur restaient liées à une estime réciproque et que le premier gage de cet accord ne pouvait être que l'union spirituelle et la confiance de tous les Français.*

Pierre Brisson sera, on le sait, un des grands maîtres de l'information, une des personnalités les plus importantes du Paris de l'après-guerre. Il en est de même en ce qui concerne cet autre incomparable « faiseur » d'opinion qui sortira de la Résistance et qui, au cours du quart de siècle qui suit la Libération, exercera un magistère sans précédent sur l'intelligentsia française.

Écrivant en mars 1941 dans *Esprit*, Hubert Beuve-Méry s'attaque lui aussi aux sources du mal : aux « cent cinquante ans d'individualisme » qui ont « vidé » l'homme « de toute substance », au « dissolvant marxiste » qui attaque « les communautés nationales [...] au plus intense de leur être ». Ainsi se produit une « crise profonde de toute la civilisation » : à cette crise, les communautés nationales « ont vivement réagi » et, « à son tour, qui est presque le dernier, la France entre dans l'arène et se trouve en demeure d'accomplir sa révolution ». Cette réaction à la crise de civilisation, cette révolution où « la France ne veut pas, ne doit pas échouer », est la « révolution nationale »<sup>59</sup>.

Or, quelles sont, selon le futur fondateur du journal *Le Monde*, les conditions du succès de la Révolution nationale ?

*La révolution nationale en France ne peut être en effet radicale, ni rapide, pour bien des raisons. Il faut à une révolution un chef, des cadres, des troupes, une foi, ou un mythe.*

*La révolution nationale a son chef et, grâce à lui, les grandes lignes de sa doctrine. Mais elle cherche ses cadres. Beaucoup de vieux cadres, encore solides, trop solides, s'efforcent de durer et de plier la révolution à leurs propres exigences. Les nouveaux se ressentent souvent de leur improvisation.*

*La révolution recrute ses troupes, mais le vieillissement de la population, l'amollissement que procure une longue prospérité, la stupeur qui suit les grandes défaites, l'absence de deux millions de prisonniers, l'occupation de la plus grande partie du territoire, autant de raisons parmi d'autres pour lesquelles l'esprit nouveau ne peut pénétrer que très lentement la masse.*

*La révolution a son idéal. Mais la trilogie, Famille, Travail, Patrie, ne peut atteindre immédiatement à la force explosive d'un mythe révolutionnaire. Le binôme Personne et Communauté n'est pas encore suffisamment dégagé de sa gangue philosophique. Aucune de ces expressions, pour reprendre un terme de François Perroux, ne « saisit à la gorge », ne « frappe à hauteur du diaphragme ». Un long effort, d'héroïques témoignages, seront nécessaires pour donner à des mots affadis ou obscurs une résonance directe pour chacun, une valeur de dogme ou de talisman<sup>60</sup>.*

En 1941, la Révolution nationale constitue l'aboutissement logique, naturel, d'un processus dont il convient de tirer parti et que regardent avec une grande faveur même des hommes qui plus tard se lanceront avec ardeur dans la Résistance. Assurément, il faut toujours avoir présent à l'esprit le contexte. Or, c'est bien ce contexte, c'est-à-dire le choc du désastre, qui nous permet de constater que le réflexe naturel de ces hommes les porte, en 1940-1941, non pas vers le gaullisme ou la Résistance, mais vers la participation, sous l'égide du Maréchal, à la Révolution qui vient. Les réactions d'un Mounier, d'un Beuve-Méry ou d'un Brisson importent particulièrement, car elles contribuent non seulement à expliquer l'attitude d'une grande partie de l'opinion publique, mais elles nous permettent aussi de mieux com-

59. H. Beuve-Méry, « Révolution nationale, révolution humaine », *Esprit*, n° 98, mars 1941, pp. 281-283.

60. *Ibid.*, pp. 282-283.

prendre pourquoi les structures de l'État français ne s'effondrent pas en été 1940, pourquoi ses élites – l'administration, la police, l'armée, les corps constitués –, dans leur majorité, choisissent de servir le nouveau régime à un moment où son caractère sinistre est déjà connu.

Il faut finalement insister sur le caractère révolutionnaire du régime de Vichy. Contrairement à ce que pense, avec beaucoup d'autres, cet historien de haute qualité qu'est J.-P. Azéma, et à ce que je croyais moi-même pendant longtemps, la Révolution nationale est tout ce que l'on voudra sauf un régime « éminemment réactionnaire »<sup>61</sup>. Les hommes de Vichy n'entendent ni conserver ni retourner en arrière. C'est le contraire qui est vrai : ils courent de l'avant plus vite encore que les mussoliniens, bien que leur ardeur réformatrice ne satisfasse pas pleinement les hommes de Paris. Ils brisent avec vigueur des structures en place depuis soixante-dix ans, ils démolissent sans hésitation aucune des principes vieux d'un siècle et demi. À la fin de l'année 1940, un ordre nouveau est instauré et la France aura changé en quelques mois plus profondément qu'à n'importe quel autre moment de son histoire depuis l'été de 1789.

Quant aux structures de rechange, celles-ci présentent un caractère éminemment moderne et relativement proche des systèmes totalitaires. Même le culte de certaines valeurs traditionnelles – la famille, le village – ne diffère guère de la démarche mussolinienne et il appartient à l'arsenal des armes forgées contre l'« individualisme ». Il en est de même en ce qui concerne la bienveillante sollicitude accordée à l'Église de France : là encore il s'agit de défaire l'œuvre du jacobin et de combattre le « matérialisme ». Les mesures de répression, à commencer par la législation raciale, l'encadrement de la jeunesse, les réformes du système scolaire, la propagande, la manipulation de l'information, l'effort vers l'imposition d'un certain corporatisme, cherchent à créer un consensus et une unité d'un type nouveau. Ces réformes, coiffées par l'instauration de la dictature du chef charismatique, n'attestent pas du caractère conservateur du régime. Le képi et l'âge du Maréchal ne doivent pas faire illusion.

De tels événements ne s'expliquent ni par l'opportunisme de quelques-uns ni par la lâcheté de quelques autres. Ni le génie d'un de Gaulle ni le sacrifice des hommes et des femmes de l'« Armée des Ombres » ne peuvent modifier les réalités de l'année 1940.

*Zeev Sternhell.*

*Je tiens à exprimer mes vifs remerciements à l'Institute for Advanced Study de Princeton pour l'invitation d'y passer l'année 1983-1984. C'est au cours de mon séjour dans ce Centre de recherche d'une rare qualité que j'ai pu préparer cette étude.*

61. Cf. *L'Histoire*, n° 61, novembre 1983, pp. 112-113.